

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Resource Recovery France

zac des salines
57260 Dieuze

Références : DIEUZE_RESSOURCE-RECOVERY-FRANCE_2025-10-21_RAPVI_MED_EAE
Code AIOT : 0006209697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement Resource Recovery France implanté zac des salines 57260 Dieuze. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée de façon inopinée, suite à des signalements de nuisances : odeurs et poussières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Resource Recovery France
- zac des salines 57260 Dieuze
- Code AIOT : 0006209697

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Ressource Recovery France est autorisée, par arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié à exploiter une installation de valorisation de pneumatiques usagés par le broyage ainsi que, par arrêté complémentaire de procéder à des essais pilote de valorisation par pyrolyse de broyats de pneumatiques sur le territoire de la commune de Dieuze.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre d'admissions	Arrêté Préfectoral du 09/03/2025, article 5.2.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/03/2025, article 5.1.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Surveillance et valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 3.2.3 partiel	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R-512-69	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Conception et exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 5.1.3. partiel	Sans objet
6	Plainte nuisance odeurs	Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 3.2.4.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas fourni les registres d'admission et de sortie des déchets sur son site. Il est demandé à l'exploitant de les fournir sous 15 jours.

L'exploitant n'a pas réalisé les mesures réglementaires de poussières à l'émission atmosphérique, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure sous un mois la société RRF de réaliser les mesures imposées.

L'inspection a été informée d'un départ d'incendie sur le réacteur de la pyrolyse, sans pour autant que l'exploitant ait déclaré l'accident. Il est demandé à l'exploitant de fournir un rapport d'accident sous 15 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre d'admissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2025, article 5.2.6.1
Thème(s) : Situation administrative, registre déchets
Prescription contrôlée : <u>Article 5.2.6 - Registre des admissions - registre des refus</u> L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des ICPE un registre des admissions et un registre des refus. Ces registres peuvent être rassemblés sur un seul document sous réserve que les informations spécifiques relatives à chaque registre apparaissent sans ambiguïté. <u>Article 5.2.6.1 - Registre des admissions</u> Pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions : <ol style="list-style-type: none">1. La désignation des déchets et leur code indiqué (selon l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement) ;2. La date de réception des déchets ;3. Le tonnage des déchets ;4. Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;5. Le nom et l'adresse du déposant du déchet au sens du présent arrêté et, le cas échéant, son numéro SIRET ;6. Le nom, l'adresse du transporteur et, le cas échéant, leur numéro SIREN et son numéro de récépissé conformément à l'article R.541-53 du Code de l'Environnement ;
Constats : L'inspection a demandé le jour de la visite à consulter le registre des admissions des déchets sur site. L'exploitant a indiqué transmettre le fichier correspondant sous 8 jours après la visite. Le fichier n'a au final pas été transmis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours le registre des admissions de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2025, article 5.1.7.
Thème(s) : Situation administrative, registre sortie des déchets
Prescription contrôlée : <u>Article 5.1.7. - Traçabilité - Registre de sortie</u> L'exploitant doit veiller à la bonne élimination des déchets, même s'il a recours au service de tiers. L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des ICPE un registre de sortie retraçant au fur et à mesure les opérations effectuées relatives à l'élimination des déchets, conformément aux dispositions nationales applicables en vigueur. Pour chaque lot de déchets, le registre mentionne notamment les renseignements suivants : <ol style="list-style-type: none">1. La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement ;2. La date d'enlèvement ;3. Le tonnage des déchets ;4. Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;5. La désignation du ou des modes de traitement6. Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;7. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;8. Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément à l'article R.541-53 du Code de l'Environnement ;9. La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;10. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément à l'article R.541-56 du Code de l'Environnement. Les informations contenues dans les registres tenus par l'exploitant permettent d'assurer la traçabilité des déchets sortants produits par le fonctionnement de l'établissement.
Constats : L'inspection a demandé le jour de la visite à consulter le registre de sortie des déchets.

L'exploitant a indiqué transmettre le fichier correspondant sous 8 jours après la visite.
Le fichier n'a au final pas été transmis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours le registre des sorties de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Surveillance et valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 3.2.3 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée :
<p><i>Article 3.2.3 -<u>Surveillance</u></i></p> <p>Une mesure des concentrations des polluants visés à l'article 3.2.2 doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, dans un délai n'excédant pas trois mois après le démarrage de l'exploitation puis tous les ans.</p> <p>Les résultats commentés sont transmis à l'Inspection des ICPE dans un délai de 15 jours francs à compter de la date de réception des rapports de mesure.</p> <p>Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le Ministre en charge de l'Ecologie.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur une durée suffisante ne pouvant être inférieure à 1 heure et dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p><i>Article 3.2.2 partiel -<u>Valeurs limites d'émission</u></i></p> <p>Les effluents gazeux issus des unités de broyage, granulation et séparation sont rejetés à l'atmosphère par une cheminée d'une hauteur minimale de 14 m après passage par plusieurs filtres à manches.</p> <p>[...]</p> <p>Les concentrations des polluants rejetés à l'atmosphère par ces unités, mesurées suivant les normes en vigueur, respectent les valeurs limites d'émission suivantes exprimées dans les conditions normales de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) sur gaz humides à 21% d'O₂:</p>

Paramètres	Flux en kg/h	Concentration maximale en mg/Nm ³
Poussières totales	0.7	5

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'une cheminée.

L'exploitant a déclaré avoir changé 2/3 des filtres à manche sur 120 présents en juillet 2025. Le changement de la quasi totalité des filtres s'explique par le fait qu'ils n'ont pas été changés depuis plusieurs années.

L'exploitant a fourni une facture d'achat de mars 2025 pour 110 filtres, dont certains restent en réserve, et l'inspection a vu les filtres à manche qui ont été remplacés. L'exploitant a transmis son fichier de suivi interne des contrôles des filtres à manche réalisés toutes les semaines : le mauvais état des manches à manche a été constaté de juin 2024 à octobre 2024. Ils ont été changés en juillet 2025.

L'inspection n'a pas pu procéder aux contrôles des installations de broyage en fonctionnement. Cette activité ne fonctionne pas le vendredi après-midi.

L'exploitant a déclaré ne pas avoir fait les mesures imposées sur le rejet des émissions atmosphériques de l'activité de broyage depuis plusieurs années.

L'inspection propose à M. Le préfet de mettre en demeure sous un mois, la société Ressource Recovery France de respecter les prescriptions de l'article 3.2.3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conception et exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 5.1.3. partiel

Thème(s) : Risques chroniques, envol poussières

Prescription contrôlée :

Article 5.1.3 - Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ([...]des envols [...]) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté un stockage de déchets de résidus de tissus issus du

<p>broyage de pneumatiques.</p> <p>Le stockage de tissus en poussière était à l'air libre, pouvant généré un envol de poussières à l'extérieur du site.</p> <p>L'exploitant a transmis le 13 octobre 2025 un bordereau de suivi de ces déchets daté du 30 septembre 2025 pour l'enlèvement de ces résidus textiles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R-512-69
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a été informé qu'un incendie a eu lieu dans le réacteur de pyrolyse, sans pour autant disposer d'éléments complémentaires : date, déroulé, causes, conséquences.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection un rapport d'accident conformément à l'article R-512-69 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Plainte nuisance odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2015, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Constats :

Pour rappel l'inspection a porté entre autres sur une plainte liée à la dispersion d'odeurs dans le voisinage. L'activité de pyrolyse est susceptible de rejeter du gaz H₂S qui peut être odorant. Le jour de la visite, l'activité de pyrolyse était en fonctionnement. L'inspection n'a pas constaté de nuisances olfactives.

L'exploitant a précisé avoir apporté des améliorations dans la gestion de la récupération des huiles des condensateurs. La fermeture des tankers (mini citernes) qui récupèrent ces huiles réalisée en juillet 2025 et qui étaient auparavant ouverts à l'air libre, a permis selon l'exploitant de supprimer les nuisances olfactives.

Type de suites proposées : Sans suite